



COMMUNIQUE DE PRESSE

XX-09-2016

Le secteur agricole belge menacé d'extinction Fedagrim tire la sonnette d'alarme

Le secteur agricole belge sera confronté bientôt à une époque encore plus difficile qu'on ne l'imagine aujourd'hui. Le consommateur devra cependant aussi supporter les conséquences de cette situation, car la qualité alimentaire se fera incertaine. C'est ce qu'affirme Fedagrim, l'association des constructeurs et importateurs d'équipements pour l'agriculture, l'horticulture, l'élevage de bétail et le jardinage en Belgique. Fedagrim veut aborder les pierres d'achoppement qui sont à la base de cette situation problématique au niveau gouvernemental.

« 40% des agriculteurs belges sont convaincus qu'ils ne travailleront plus dans le secteur agricole d'ici 10 ans. Cette situation devrait empêcher notre société de dormir lorsqu'on sait que les agriculteurs belges pourvoient à nos besoins de base en ce qui concerne une alimentation saine, » entame Johan Colpaert, président de Fedagrim. *« Compte tenu d'un revenu inférieur à 1.000 euros/mois, d'une semaine de travail de 68 à 80 heures et d'une absence d'appréciation totale dans le chef de notre société, cette situation n'a en fait rien de surprenant. Ce sont des constatations bouleversantes. »*

Une enquête en ligne a été menée auprès de plus de 1.100 agriculteurs belges afin de cerner les pierres d'achoppement et les causes de cette situation.

Une inégalité européenne à la base

Un premier problème important se situe au niveau européen.

- 90% des agriculteurs belges indiquent que les exigences que l'Europe impose aux agriculteurs ne sont pas réalisables.
- 9 agriculteurs belges sur 10 estiment que l'ouverture des frontières génère trop de concurrence déloyale.

« Les éleveurs de bétail laitier nous apprennent par exemple régulièrement qu'ils doivent concurrencer un lait nettement moins coûteux en provenance de Roumanie, » explique Johan Colpaert. *« Les prix bien moins élevés pour le lait roumain sont la conséquence de différences considérables en termes de réglementations. Les exigences auxquelles doivent répondre les agriculteurs pour mettre leurs étables aux normes, par exemple, sont toutes différentes des exigences belges. »*

Dans le cadre de l'enquête, on posait aussi aux agriculteurs la question de savoir quelle serait la meilleure solution pour cette situation. Pour 63% des participants, la réponse est une uniformisation des règles au sein de l'Europe. Des prix de marché plus élevés (48%) et une diminution des règles et législations (42%) ont également été cités en tant que solutions.

« La concurrence déloyale n'est pas tant un problème de frontières ouvertes, » précise Johan Colpaert. « Le problème réside dans le fait que tous les acteurs ne doivent pas répondre aux mêmes exigences. C'est pourquoi nous plaidons en faveur d'une lutte à armes égales : produire aux mêmes conditions, dans tous les domaines. »

Prix problématiques

Plus de 97% des agriculteurs indiquent que le prix du marché pour les produits n'atteint pas un niveau suffisamment élevé. 94% ajoutent qu'ils n'ont pratiquement pas leur mot à dire à propos du prix qu'ils perçoivent pour leurs produits.

Presque 4 agriculteurs belges sur 10 précisent que le caractère incertain des prix du marché représente l'un des principaux problèmes qu'ils rencontrent en tant qu'agriculteurs. Ce problème est suivi des exigences qui leur sont imposées par les pouvoirs publics en ce qui concerne les règles et législations en matière de bien-être animal, d'autorisations, d'administration, ... (25,5%).

Et les pouvoirs publics...

95% des agriculteurs belges estiment que les pouvoirs publics doivent faire davantage d'efforts pour garantir un prix équitable pour les produits agricoles. 92% veulent en outre que les autorités s'occupent davantage de la promotion de la production agricole locale.

Johan Colpaert : « Les résultats démontrent l'existence d'une demande claire pour davantage d'appui de la part des acteurs politiques. Tant sur le plan des prix du marché, où l'harmonisation des règles devrait constituer un premier pas, qu'au niveau de la promotion. » Une promotion qui devrait aussi s'axer sur l'image de marque de l'agriculteur. 91% indiquent en effet que l'image de marque de leur profession doit être revalorisée.

« L'idée que le secteur agricole cesse d'exister entre aujourd'hui et 10 ans est parfaitement inacceptable. Elle n'est pourtant pas impensable, » précise Colpaert. « En tant que fédération sectorielle, nous voulons collaborer à la survie du secteur et contribuer à la recherche des solutions pour les problèmes existants. Il est grand temps d'entreprendre des actions concrètes, d'où l'idée des premiers **États généraux de l'Agriculture** à la fin du mois d'octobre. »

Le 27 octobre, Fedagrim organise ses premiers **États généraux de l'Agriculture - 'Feed the Future'**.

*Résultats de l'enquête en ligne réalisée par iVox auprès de 1.131 agriculteurs belges.

À propos de Fedagrim

Fedagrim est la Fédération Belge des Fournisseurs de machines, bâtiments et équipements pour l'Agriculture, l'horticulture, l'élevage de bétail et le jardinage en Belgique. L'association regroupe tant les fabricants que les importateurs nationaux et régionaux de tracteurs, machines agricoles et matériel pour les jardins, parcs et forêts que les constructeurs et entreprises d'équipement d'étables en Belgique.

CONTACT DE PRESSE

Op de Beeck & Partners

Thérèse van Bellinghen

0475/47.82.33